

la consommation et la fraude au salaire » (*Szabad Nep*, 18 juin 1950) qui consiste dans le fait incompréhensible pour ce philosophe de la bureaucratie que :

« tout le monde est à la chasse de nouveaux vêtements, de nouveaux meubles, de meilleures demeures et d'un meilleur ravitaillement... (alors) qu'il est dans l'intérêt de la consommation future de consommer moins actuellement. »

Et, afin d'apprendre aux ouvriers récalcitrants comment on peut effectivement « consommer moins » et néanmoins se taire, les gouvernements stalinien introduisent progressivement la législation du travail en vigueur en U.R.S.S. Alors que les ouvriers, en raison de la pénurie de main-d'œuvre, pouvaient se permettre de quitter leurs lieux de travail dès qu'ils étaient mécontents, ils sont maintenant fixés à l'usine, comme par le décret roumain du 21 novembre qui fait dépendre d'une décision d'Etat tout changement d'emploi dans l'industrie. Une loi polonaise (15 décembre 1951) impose des peines sévères pour d'infimes « infractions à la discipline du travail » : une absence injustifiée de 20 minutes (!) aboutit à une réduction du salaire ; une absence injustifiée de plus d'une heure fait perdre le salaire quotidien, une absence injustifiée de 3 jours entraîne l'obligation de travailler pendant un mois avec un salaire diminué de 20 % ; une absence injustifiée de 4 jours entraîne l'obligation de travailler pendant 3 mois avec un salaire diminué de 10 à 25 %, etc.

« Le relâchement de la discipline du travail », l'absentéisme, le relâchement de l'effort physique, sont la réaction normale des travailleurs en face de l'accélération des cadences, de l'épuisement physique (7) et de l'absence de marchandises pour les salaires nominaux gonflés. Tous les dignitaires stali-

niens protestent que la « discipline du travail » laisse à désirer. Rakosi déclare au début de cette année (*Szabad Nep*, 13 janvier 1952) :

« On peut déjà prédire aujourd'hui ce qui se produira si la discipline du travail ne se modifie pas. C'est en vain que nous donnons aux dirigeants de l'économie les moyens (!) de se servir de la voie légale pour rétablir la discipline du travail. Tout cela ne servira à rien, aussi longtemps que les camarades craindront d'employer des mesures de contrainte (!) ».

Zapotocki déclarait quelques semaines auparavant (*Rude Pravo*, 1^{er} novembre 1951) que l'origine du ralentissement du développement économique réside dans le relâchement de la discipline du travail. Le rapport moral du secrétaire des syndicats bulgares déclare (*Rabotnitchesko Delo*, 18 décembre 1951) qu'il est d'usage dans de nombreuses entreprises qu'une partie des travailleurs s'absente sans raisons valables.

À côté de cette forme élémentaire de résistance passive, des formes plus actives de résistance se manifestent déjà, liées à une certaine stabilisation des conditions de vie. Il faut citer avant tout la résistance ouvrière à la conclusion de nouveaux « contrats collectifs » en Allemagne orientale, qui obligea les fonctionnaires staliniens dans les grandes usines à discuter effectivement ces contrats dans des dizaines de réunions ; la résistance ouverte des mineurs du bassin d'Ostrava en Tchécoslovaquie ; la manifestation de 10.000 ouvriers à Brno, en Tchécoslovaquie, en novembre 1951, pour protester contre la suppression de la prime de Noël. Ces manifestations restent cependant sporadiques et limitées.

6. — LA BUREAUCRATIE ET L'ESSOR DE LA PRODUCTION

Avec la législation ouvrière en vigueur en U.R.S.S., les formes de gestion des entreprises introduites il y a 20 ans en U.R.S.S. viennent d'être introduites dans les « démocraties populaires ». Dès mai 1950, le principe de la responsabilité individuelle des directeurs d'entreprise, et de leur toute-puissance à l'échelle de l'usine, est appliquée en Pologne. Dans l'industrie hongroise, la même mesure a été introduite un an plus tard (*Pour une Paix durable*, 16 novembre 1951). Le *Rude Pravo* publia un article (26 septembre 1951) dans lequel on insiste sur le même principe. La réorganisation de l'industrie, qui accompagna la chute de Slansky, tend également à renforcer le principe de la responsabilité individuelle en matière de gestion. (*Rude Pravo*, 9 septembre). Les organes

staliniens fulminent contre le bureaucratisme ; rudoient les présidents des comités ouvriers qui pensent

« devoir se mêler du travail de direction de l'entreprise et de la production, travail qui doit incomber au seul directeur... (qui) se substituent à la direction des entreprises... (qui) ne savent pas exiger le maximum de travail (des travailleurs). »

(*Rude Pravo*, 3 octobre 1951.)

Mais en même temps ils se trouvent en fait placés sous la pression parallèle de l'inefficacité de la gestion bureaucratique et du mécontentement ouvrier. La constitution d'un ministère de contrôle étatique sous Bacilek, en septembre dernier, en Tchécoslovaquie, représente une réaction intéressante des dirigeants staliniens tchèques à cette double pression. Pour combattre le bureaucratisme,

« tous les leviers de commande du ministère d'Etat pour le contrôle seront confiés exclusivement à des ouvriers » (*Rude Pravo*, 19 septembre).

Mais en même temps, afin de continuer la lutte pour l'augmentation du rendement, on ne met pas en question l'autocratie du directeur d'usine. La tâche des ouvriers-contrôleurs consistera à

(7) La revue hongroise *Társadalmi Szemle* (juillet-août 1951) s'est vue obligée de « démontrer » par un raisonnement ridicule que le stakhanovisme n'est pas nuisible à la santé. Le pouls des ouvriers de choc bat bien un peu plus fort au début de la journée, des signes d'épuisement apparaissent, mais tout cela peut être éliminé par « le facteur émotionnel positif » (sic !), « le désir et l'amour » (resic) pour la production...